

Table ronde « Crise climatique et accroissement des inégalités : soutenir le Sud ? Repenser le Nord ? »

Genève, 21 novembre 2024

Depuis 2020, les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune tandis que, dans le même temps, la richesse cumulée de 5 milliards de personnes a baissé. C'est ce que révèle un rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales. Il relève aussi que le 1 % des plus riches est responsable de 16 % des émissions de GES, soit le même volume que le 66 % de la population la plus pauvre, la plus touchée par le changement climatique. Le changement climatique accroît les inégalités, au sein des pays et entre pays. Dans le même temps, les budgets pour la coopération internationale baissent et les mouvements historiques en faveur de relations économiques plus justes et moins émettrices de GES, comme le commerce équitable, sont en perte de vitesse...

Intervenant·e·s :

- Alex Maitland, conseiller en politique sur les inégalités, co-auteur du rapport 2024 d'Oxfam « [Multinationales et inégalités multiples](#) », [Oxfam UK](#)
- Isolda Agazzi, experte chez [Alliance Sud](#) et journaliste indépendante, autrice du site www.lignesdhorizon.net
- Sophie de Rivaz, responsable du dossier commerce équitable à [Action de Carême](#) et animatrice [Magasins du Monde](#), en charge de cours à l'HETS
- Modération : Anja Imobersteg, chargée de projet [Swiss Fair Trade](#)

Co-organisé par [Swiss Fair Trade](#), [Action de Carême](#) et [l'Association romande des Magasins du Monde](#)

Avec le soutien de l'Association genevoise de soutien à [Action de Carême](#), en partenariat avec la Ville de Genève et l'Université de Genève.



Compte rendu

Alex Maitland

Conseiller en politique d'inégalité à [Oxfam UK](#), où il travaille depuis 7 ans. Il est spécialisé dans la diffusion des messages d'Oxfam sur les inégalités. Il a commencé en dénonçant les pratiques des entreprises et en promouvant des modèles d'entreprise alternatifs comme les entreprises sociales. Pendant la pandémie, il a soutenu la campagne pour que les sociétés pharmaceutiques partagent la technologie des vaccins. Actuellement, il dirige l'équipe responsable des statistiques sur les inégalités et le climat. Il se passionne également pour le commerce équitable et siège au conseil d'administration de CafeDirect, une entreprise de café socialement responsable.

Alex Maitland a présenté les résultats de la dernière étude d'Oxfam [Multinationales et inégalités multiples](#) en soulignant, face aux chiffres qui donnent le tournis, l'**importance des choix politiques** : leur récente analyse des politiques menées dans 164 pays a révélé que les gouvernements mettent en œuvre des politiques qui exacerbent les inégalités.

Les **inégalités Nord Sud** sont criantes, sans oublier que dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire 48 % du budget doit être consacré au remboursement de la dette, souvent contractée auprès de riches créanciers privés basés à New York et à Londres.

Le **pouvoir des entreprises monopolistiques** est également pointé du doigt : en l'espace de vingt ans, 60 entreprises pharmaceutiques ont fusionné pour ne former que 10 entreprises géantes et mondiales, les « Big Pharma ». Les profits des multinationales ont grimpé en flèche ces dernières années. Alors que 82 % des bénéfices des plus grandes entreprises vont aux actionnaires, seulement 0,4 % des entreprises les plus influentes au monde s'engagent à verser un salaire décent aux travailleurs et à leur chaîne d'approvisionnement !

Les inégalités sont alimentées par l'**évitement et l'évasion fiscale** (depuis 1980, le taux de l'impôt sur les sociétés a diminué de plus de moitié dans les pays de l'OCDE) et la **privatisation** : le pouvoir des entreprises s'immisce sans relâche dans le secteur public, marchandisant des services publics tels que l'éducation, l'eau et les soins de santé. Ceci peut engendrer et renforcer les inégalités, en excluant et en appauvrissant ceux qui ne peuvent pas payer.

Le **primauté du profit** sur les considérations d'ordre social ou environnemental est un facteur d'inégalité.

Face à ces constats peu réjouissants, Alex Maitland conclut avec 3 recommandations politiques :

1. Revitaliser l'État : investir dans des services publics qui réduisent les inégalités, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé et investir davantage dans les transports publics, l'énergie, le logement et d'autres infrastructures publiques.
2. Réglementer les grandes entreprises : lutter contre les monopoles privés et empêcher les entreprises de devenir trop puissantes comme dans les affaires anti-monopoles en cours contre Amazon et Google aux États-Unis et en Europe). Démocratiser les règles en matière de commerce et de brevets, veiller à ce qu'aucun paiement de dividendes ou rachat d'actions n'intervienne avant le versement de salaires décents et la justice climatique ou encore soutenir et encourager les syndicats et réduire l'évasion fiscale.

3. Réinventer le monde des affaires : promouvoir une gouvernance démocratique dans les entreprises afin qu'elles agissent dans l'intérêt de l'environnement et de la société, et pas seulement dans celui des actionnaires. L'avenir des entreprises réside dans des structures commerciales qui ont le double objectif de la durabilité financière et de la finalité sociale. Les gouvernements peuvent par exemple soutenir les entreprises détenues par leurs salariés, utiliser les marchés publics et les incitations à l'exportation pour accorder un traitement préférentiel aux entreprises équitables, ou encore utiliser des instruments fiscaux pour favoriser les modèles d'entreprise équitables. Enfin, aucune aide économique ne devrait être accordée aux entreprises qui n'atteignent pas leurs objectifs de zéro net, qui versent des salaires inférieurs au minimum vital, qui utilisent des paradis fiscaux ou qui se livrent à une planification fiscale agressive.



Isolda Agazzi

Titulaire d'un master en relations internationales de IUHEI. Elle travaille depuis de nombreuses années dans la coopération internationale, dont plus de dix chez [Alliance Sud](#), le Centre de compétence suisse pour coopération internationale et la politique de développement. Elle y est responsable de la politique commerciale et des investissements et, en général, de la politique de développement pour la Suisse romande. Elle est aussi journaliste RP indépendante, pigiste pour plusieurs journaux suisses et étrangers, et autrice du site www.lignesdhorizon.net. Elle a enseigné le droit international dans une université en Italie.

Isolda Agazzi a fait le point sur la situation actuelle en Suisse concernant le budget de la coopération internationale. Elle a tiré la sonnette d'alarme.

Dans le contexte actuel avec la Guerre en Ukraine et à Gaza, le monde se réarme. La Suisse prévoit 30 milliards pour l'armée pour 2025 – 2028, soit 4 milliards de plus afin d'atteindre 1% du PIB d'ici 2030 et non pas d'ici 2035, comme initialement prévu. En parallèle, elle s'engage pour soutenir l'Ukraine. Le tout en respectant le frein à l'endettement. Ce qui signifie qu'il faut couper dans d'autres postes. Mais où ? Dans la coopération internationale, entre autres (culture, formation, agriculture) !

La stratégie de coopération internationale 2025-2028 (DDC, Seco, Division paix et droits de l'homme), présentée en mai 2024, prévoit :

- 11,27 milliards sur 4 ans dont 1,5 milliards pour l'Ukraine (13% du budget)

- La part du budget allouée à la coopération au développement sera de 0,36% en 2028 (hors coûts de l'asile) contre le 0,42% actuel.
- Moins pour la coopération au développement, plus pour l'aide humanitaire (1/4 de l'enveloppe totale)
- De facto, la DDC disposera d'un demi-milliard de francs en moins pour sa coopération au développement en Afrique subsaharienne.
- Sans oublier que sur les 1,5 milliards pour l'Ukraine, 1/3, soit 500 millions, iront aux entreprises suisses. Ce qui est problématique pour plusieurs raisons :
 - Il s'agit d'une aide liée (en faveur d'entreprises suisses) qui risque d'évincer les entreprises ukrainiennes du marché car pas concurrentielles. Ce type de pratique est contraire aux engagements de la Suisse à l'OMC et Contraire à loi fédérale sur les marchés publics car il fausse les avantages sur le marché ukrainien.

Alliance Sud attend davantage du Conseil fédéral et du Parlement. L'aide à l'Ukraine ne doit pas être financée aux dépens de la Coopération internationale. Il faudrait donc assouplir le frein à l'endettement.

Actuellement, le Conseil des Etats a rejeté les coupes dans la stratégie de la CI (la proposition de réduction de l'été - proposition Mühlemann - a été qualifiée de « coup de massue »). La Commission de Politique Extérieure du National a également refusé les réductions.

La Commission des finances du Conseil national veut, quant à elle, -1 milliard pour la CI 2025-2028 et -250 millions pour le budget 2025 (c'est-à-dire qu'elle veut inscrire le milliard aussi bien dans le budget que dans les crédits d'engagement). **1 milliard de réduction et 1,5 milliard pour l'Ukraine signifierait qu'un quart des moyens serait supprimé pour le Sud global !**

Avec cette politique la Suisse nuit à sa réputation dans « Sud global ».

- Parce qu'elle réduit la coopération au développement à son niveau le plus bas depuis 30 ans.
- Parce qu'elle recule de la 8e position en 2022 à la 22e position en 2024 dans le classement international des ODD.
- Parce qu'elle est le pays qui vit le plus aux dépens d'autres pays, après Singapour, le Luxembourg, le Qatar et Chypre.
- Parce qu'elle est, avec les États-Unis, le seul pays à avoir réduit ou stoppé pendant de nombreux mois les fonds destinés à l'UNRWA.
- Parce qu'elle profite des transferts de bénéfices de groupes internationaux et, en tant que place de négoce de matières premières, des crises des prix de l'énergie et des produits agricoles.

Alliance Sud a lancé la campagne « Alarme Solidarité » pour que tout un chacun puisse tirer la sonnette d'alarme pour mettre fin aux coupes dans la coopération au développement :
<https://www.alliancesud.ch/fr>

Sophie de Rivaz

Sophie de Rivaz, diplômée en sciences politiques (France), développement et développement durable, spécialisée en économie alternative, développement durable et solidarité internationale. Actuellement, responsable du dossier Commerce équitable à Action de Carême et animatrice-formatrice pour les Magasins du Monde valaisans. Dans le cadre de son activité comme indépendante, en charge de cours à la Haute Ecole de travail social et formatrice pour chez Movendo, le centre de formation des syndicats.

Sophie de Rivaz explique comment le commerce équitable (CE) s'inscrit dans les constats posés.

Rappel de ces constats :

- système économique actuel générateur d'immenses inégalités, de pauvreté et responsable de la poursuite de l'émission de GES dont on sait qu'ils modifient le climat et la biodiversité, en affectant principalement les plus pauvres.
- difficulté du politique à encadrer les actrices principales du système économique - les entreprises - pour qu'elles soient plus respectueuses de l'humain et de l'environnement ; baisse en Suisse des budgets alloués à la solidarité internationale.

Le CE est né dans les années 1960 de la revendication « Trade no Aid » avec deux objectifs principaux: modifier les règles du commerce international et allouer un salaire décent aux petits producteurs et productrices.

Aujourd'hui, il y a un consensus assez généralisé sur fait que le CE a échoué sur le premier objectif.

En revanche, le 2^{ème} objectif est atteint par les acteurs et actrices du CE :

- Des salaires décents (supérieurs au salaire minimum légal)
- Des conditions de travail dignes.
- Une production souvent dans le cadre de coopératives avec un fonctionnement associatif.
- Le préfinancement des paysans et paysannes pour éviter l'endettement
- Des primes permettant de financer des projets sociaux (écoles, postes de santé, etc.)
- Une production de plus en plus écologique, notamment avec le soutien aux méthodes agroécologiques.
- Des engagements à long terme entre acteurs et actrices de la chaîne

Ces différents aspects sont plus ou moins poussés selon les deux types de filières du CE :

- La filière intégrée, dans laquelle on retrouve les acteurs historiques du CE, assure une traçabilité des chaînes de valeur, de la coopérative de production à la vente dans des magasins associatifs, avec un nombre réduit d'intermédiaires.
- La filière labellisée Max Havelaar, créée par les acteurs historiques du CE pour élargir la clientèle potentielle, labellise uniquement les produits qui peuvent être commercialisés par les acteurs de l'économie classique. On y trouve également plus d'intermédiaires. Cet élargissement permet actuellement à ce que la Suisse soit le pays où le montant des achats de produits CE est le plus élevé (100 fr. par personne).

Aujourd'hui le CE est confronté à de nombreux défis :

- Très peu d'argent public pour aider à sensibiliser sur le CE (à la différence d'un pays comme la Belgique, par exemple).
- Le terme « équitable » n'est pas une appellation protégée (cf. publicité de grandes surfaces s'affichant comme « équitable » en même temps qu'elles sont poursuivies par des syndicats)
- Le mouvement historique du CE, comme beaucoup d'organisations créées dans les années 1960, s'essouffle.

En revanche, il est intéressant de voir que les principes du CE et son souci de prise en compte de toutes les parties prenantes sont mis en avant dans les formes alternatives d'économie comme l'économie sociale et solidaire (ESS).

Par exemple, dans le domaine de l'alimentation, le modèle dit de « l'agriculture contractuel de proximité » repose sur les piliers comme :

- Le versement d'un salaire digne.
- Le paiement préalable, au printemps, par le consommateur/ la consommatrice de la récolte qu'il ou elle recevra à l'automne.
- Le souci de relations contractuelles durables (ici un an)

Une réflexion est d'ailleurs actuellement menée autour d'un CE local. Comment les acteurs et actrices d'un autre commerce, qu'il soit N-S ou N-N (voire S-S) peuvent se renforcer mutuellement ?

Le CE est tout petit en terme économique (selon les sources entre 0,01 et 0,001 % du commerce mondial), mais ses principes constituent des piliers solides pour des principes économiques permettant de remédier aux inégalités, de lutter contre la crise climatique, bref de contribuer à repenser le Nord tout en continuant à soutenir le Sud.

Echanges

Alex Maitland complète sa présentation en présentant les résultats su tout dernier rapport d'Oxfam « **Les inégalités carbone tuent** » <https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2024/10/bp-carbon-inequality-kills-281024-en.pdf>

Ce rapport met en évidence les immenses inégalités en termes d'émissions de CO2 : **les milliardaires émettent plus de carbone en une heure et demie que la personne moyenne en une vie entière.** Cette statistique a été citée par le secrétaire général des Nations unies dans son discours d'ouverture lors de la COP 29. Les émissions des 1 % les plus riches depuis 1990 ont fait chuter la production économique mondiale de 2,9 billions de dollars depuis 1990 et ont entraîné des pertes de récoltes qui auraient pu fournir suffisamment de calories pour nourrir 14,5 millions de personnes. 78 % de la surmortalité due à la chaleur jusqu'en 2120 surviendra dans les pays à revenu faible ou moyen inférieur.

Et de rappeler que les milliardaires exercent une influence considérable sur certaines des plus grandes entreprises du monde et nous conduisent au bord de la catastrophe climatique. Près de 40%

des investissements des milliardaires analysés dans le cadre de l'étude d'Oxfam concernent des industries très polluantes (comme le pétrole et le gaz ou le ciment) et, en moyenne, leur portefeuille est presque deux fois plus polluant qu'un investissement dans l'indice S&P 500. Alex rappelle que la COP en cours est un exemple du lobbying politique des super riches et des grosses multinationales : un quart des délégués milliardaires ont fait fortune dans des industries très polluantes telles que le pétrole et le gaz, l'exploitation minière ou les produits chimiques. 160 représentants ont un passé de négationnistes du changement climatique. Seules 5 entreprises appartenant à des milliardaires et présentes à la COP sont connues pour faire du lobbying en faveur de la lutte contre le changement climatique dans le cadre de l'accord de Paris.

Que faire ? Oxfam recommande la mise en œuvre de plans climatiques ambitieux, l'interdiction ou la taxation dissuasive de la consommation de produits de luxe à forte intensité de carbone et la mise en œuvre de lois contraignantes pour les entreprises.

Isolda Agazzi rebondit en traçant un historique de la mobilisation, en Suisse **pour des multinationales responsables**. L'initiative pour des Multinationales responsables a été acceptée par le peuple, mais refusée par les Cantons en 2020. Le contre-projet qui est entré en vigueur en janvier 2022 est insuffisant. Il ne prévoit un devoir de diligence que pour quelques multinationales et uniquement dans deux domaines (travail des enfants, minéraux de conflit) et aucun mécanisme de contrôle ou de sanction. Toutes les PME sont exclues de l'obligation de diligence raisonnable en matière de travail des enfants, même celles qui présentent des risques élevés (par exemple, les textiles, le chocolat). De plus, les exigences en matière de diligence raisonnable sont insuffisamment définies et ne répondent pas aux normes internationales en la matière. Les multinationales sont d'ailleurs libérées de leur devoir de diligence si l'assemblage final de leur produit a lieu dans un pays où le risque de travail des enfants est faible.

Face à ces lacunes, une pétition est **adressée au Parlement et au Conseil fédéral pour éviter que la Suisse** ne devienne bientôt le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. L'objectif était de récolter 100 000 signatures en seulement 100 jours... et ce sont 217 509 signatures qui ont été déposées à Berne en décembre 2022 !

Entretemps, les autres pays bougent (Loi de vigilance en France (2017), Lieferkette en Allemagne (2021), Pays-Bas, Norvège, Grande-Bretagne, Italie...).

En 2024, la **Directive européenne sur la responsabilité des multinationales** est acceptée. Elle s'applique aux multinationales européennes dès 205 employés avec devoir de vigilance étendue sur les droits humains et l'environnement. Les multinationales de pays tiers – comme la Suisse – qui réalisent au moins 150 millions d'euros de chiffre d'affaires dans l'espace européen sont également concernées. Cette réglementation est conçue de façon plus stricte que ce que proposait l'initiative pour des multinationales responsables en 2020 : chaque État membre de l'UE devra introduire une autorité de surveillance habilitée à prononcer des amendes, ce que ne prévoyait pas notre initiative ; d'autre part, la proposition de l'UE prévoit que la responsabilité des multinationales s'étende non seulement à leurs filiales, comme ce que demandait l'initiative pour des multinationales responsables, mais également à leurs sous-traitants, voire même à leurs sous-traitants indirects dans certaines circonstances. De plus, les victimes de violations des droits humains et de dommages environnementaux causés par des multinationales dont le siège est dans l'UE auront accès à des réparations.

La proposition de l'UE va donc plus loin que l'initiative pour des multinationales responsables et bien plus loin que le contre-projet alibi entré en vigueur le 1er janvier 2022.

Janvier 2025, lancement de la nouvelle initiative !

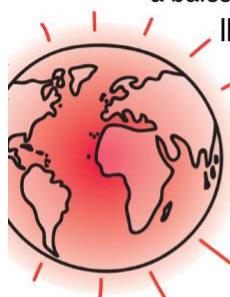
La Coalition pour des multinationales responsables prépare actuellement une nouvelle initiative afin de s'assurer que le sujet ne soit pas repoussé aux calendes grecques par la Berne fédérale.

Elle demande la même chose que la directive européenne, ou presque (<https://responsabilite-multinationales.ch/>) :

- Un devoir de vigilance en matière de droits humains et de protection de l'environnement basé sur les risques et conforme aux standards internationaux (en particulier les Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales)
- Une obligation pour les entreprises de réduire les émissions nocives pour le climat résultant de leurs activités commerciales.
- Une responsabilité civile pour les dommages causés par les multinationales suisses et leurs filiales
- Une entité de surveillance indépendante dotée de compétences étendues, sur le modèle de la directive de l'UE.

Genève – table ronde
Crise climatique
et accroissement des inégalités :
Soutenir le Sud ? Repenser le Nord ?

Jeudi 21 novembre 2024 12h30 - 14h00
Université de Genève, Uni Mail, MR030



Depuis 2020, les cinq hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune tandis que, dans le même temps, la richesse cumulée de 5 milliards de personnes a baissé. C'est ce que révèle un rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales.

Il relève aussi que le 1% des plus riches est responsable de 16% des émissions de GES, soit le même volume que le 66% de la population la plus pauvre, la plus touchée par le changement climatique. Le changement climatique accroît les inégalités, au sein des pays et entre pays. Dans le même temps, les budgets pour la coopération internationale baissent et les mouvements historiques en faveur de relations économiques plus justes et moins émettrices de GES, comme le commerce équitable, sont en perte de vitesse...

Intervenant-e-s :

Alex Maitland,

conseiller en politique d'inégalités, co-auteur du rapport 2024 d'Oxfam « Multinationales et inégalités multiples », Oxfam UK

Isolda Agazzi,

experte chez Alliance Sud et journaliste indépendante, autrice du site www.lignesdhorizon.net

Sophie de Rivaz,

responsable du dossier commerce équitable à Action de Carême et animatrice Magasins du Monde, en charge de cours à l'HETS

Modération : Anja Imobersteg, chargée de projet chez Swiss Fair Trade



Table ronde en français et anglais avec possibilité de traduction sur place.

SWISS
FAIR
TRADE



Action
de Carême
Association genevoise



magasins du monde
solidaires au quotidien

alliance sud

Swissaid - Action de Carême -
Solidarité - Caritas - Espoir -
Solidarité Suisse - Terre des hommes



OXFAM
International



FAIR
TRADE
TOWN GENEVE

AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENEVE



Isolda Agazzi

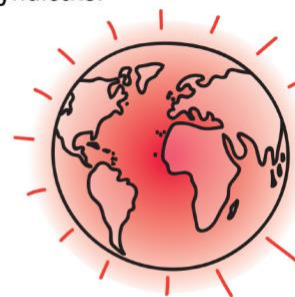
est titulaire d'un master en relations internationales de IUHEI. Elle travaille depuis de nombreuses années dans la coopération internationale, dont plus de dix chez Alliance Sud, le centre de compétence suisse pour la coopération internationale et la politique de développement. Elle y est responsable de la politique commerciale et des investissements et, en général, de la politique de développement pour la Suisse romande. Elle est aussi journaliste RP indépendante, pigiste pour plusieurs journaux suisses et étrangers, et autrice du site www.lignesdhorizon.net Elle a enseigné le droit international dans une université en Italie.

Alex Maitland

est conseiller en politique d'inégalité à Oxfam UK, où il travaille depuis 7 ans. Il est spécialisé dans la diffusion des messages d'Oxfam sur les inégalités. Il a commencé en dénonçant les pratiques des entreprises et en promouvant des modèles d'entreprise alternatifs comme les entreprises sociales. Pendant la pandémie, il a soutenu la campagne pour que les sociétés pharmaceutiques partagent la technologie des vaccins. Actuellement, il dirige l'équipe responsable des statistiques sur les inégalités et le climat. Il se passionne également pour le commerce équitable et siège au conseil d'administration de CafeDirect, une entreprise de café socialement responsable.

Sophie de Rivaz

est diplômée en sciences politiques (France) et en développement. Elle s'est spécialisée sur les thématiques de l'économie alternative, du développement durable et de la solidarité internationale. Actuellement, responsable du dossier Commerce équitable à Action de Carême, elle travaille également comme animatrice-formatrice auprès des Magasins du Monde valaisans. Dans le cadre de son activité comme indépendante, elle est en charge de cours à la Haute École de travail social et de formation chez Movendo, le centre de formation des syndicats.



SWISS
FAIR
TRADE



Action
de Carême
Association genevoise


magasins du monde
solidaires au quotidien

alliance **sud**

Swissaid - Action de Carême -
Helvetas - Caritas - Eper -
Solidar Suisse - Terre des hommes



OXFAM
International

FAIR
TRADE
TOWN GENEVE

AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENEVE